



## Collectivités Territoriales 59

### section du Conseil Général du Nord

84 rue de Cambrai - 59000 LILLE  
tel-fax : 09 53 08 06 69 / port : 06 72 80 08 83  
e-mail : [sudcg59@yahoo.fr](mailto:sudcg59@yahoo.fr)  
blog : <http://sudcg59.over-blog.com>

..communiqué.... communiqué.... communiqué.... communiqué.... communiqué.... communiqué....

Près de 500 roms de Roumanie survivent depuis plusieurs mois dans la grande misère à Lille. Citoyens européens depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, ils pensaient, en venant en France, échapper aux discriminations dont ils font l'objet en Roumanie depuis toujours.

La situation de ce peuple rejeté de partout était prévisible. Pourtant sédentaires, ils sont contraints de se déplacer continuellement, considérés alors comme des « gens du voyage ». L'Europe ne se préoccupe pas de cette minorité et préfère sabrer le champagne autour du « nouveau – mini – pseudo – traité européen » : preuve que l'Europe des marchandises se construit au détriment d'une Europe des Hommes.

En France, les pouvoirs publics s'en lavent également les mains. L'ONG Médecins du Monde, le 11 avril 2003 à Genève lors de la 59<sup>ème</sup> session de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, tirait la sonnette d'alarme en évoquant les conditions d'accueil des roms en France et la répression dont ils faisaient l'objet.

Depuis leur expulsion le 13 septembre dernier de leur campement rue de Marquillies à Lille-Sud, ils se retrouvent disséminés aux quatre coins de l'agglomération vivant sous des bâches ou de légères tentes. La situation humanitaire et sanitaire est plus que jamais alarmante. Hommes, femmes, vieillards et enfants vivent dans le dénuement le plus total au milieu des rats, sans eau, sans chauffage. Les maladies liées à leur condition de « vie » augmentent au point que plusieurs hospitalisations ont été nécessaires.

Aujourd'hui, seules des associations (tels que l'AREAS, le Secours Populaire, Médecins Solidarités Lille, etc.) et des assistants sociaux du Service Social Départemental de Lille-Sud interviennent sur place pour leur apporter aide et soutien.

Les pouvoirs publics adoptent une position intolérable : le pourrissement de la situation !

Le préfet du Nord qui devait rencontrer les maires pour aborder « la question rom » le 18 octobre dernier s'ancre dans un immobilisme qui peut être qualifié de non-assistance à personne en danger.

Pour quelles raisons, son intervention ne se limite qu'à leur expulsion alors qu'il a le pouvoir, par exemple dans l'urgence en lien avec le ministère de la défense, de faire intervenir la logistique de l'armée pour que chauffages, couvertures, sanitaires puissent être apportés sur les campements.

Les familles roms souhaitent, comme tout citoyen européen, accéder aux besoins élémentaires tels que le droit au logement, à l'éducation. Pourtant cela leur est refusé !!

La section SUD du Conseil Général du Nord exige :

« du préfet qu'il fasse valoir immédiatement son droit de réquisition conformément à la loi Besson de 1991.

« du recteur qu'il permette la scolarisation des 200 enfants roms conformément aux Droits de l'Enfant.

« du Président du Conseil Général du Nord, qu'il apporte soutien aux professionnels engagés auprès de ces familles et prenne position clairement et publiquement contre cette situation intolérable.

Lille, le 24 octobre 2007

contact : O. TRENEUL (06 78 97 63 40)